



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/25070/Add.39
7 octobre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS
DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT
OU EN EST LEUR EXAMEN

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

Les questions dont le Conseil de sécurité est saisi figurent dans les documents S/25070 du 11 janvier 1993, S/25070/Add.4 du 4 février 1993, S/25070/Add.7 du 26 février 1993, S/25070/Add.8 du 8 mars 1993, S/25070/Add.10 du 22 mars 1993, S/25070/Add.13 du 13 avril 1993, S/25070/Add.17 du 20 mai 1993, S/25070/Add.19 du 3 juin 1993, S/25070/Add.23 du 2 juillet 1993, S/25070/Add.24 du 6 juillet 1993, S/25070/Add.26 du 9 juillet 1993, S/25070/Add.29 du 30 juillet 1993, S/25070/Add.32 du 20 août 1993, S/25070/Add.34 du 3 septembre 1993 et S/25070/Add.37 du 24 septembre 1993.

Au cours de la semaine se terminant le 2 octobre 1993, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions ci-après :

Sécurité des opérations des Nations Unies (voir aussi S/25070/Add.13)

Le Conseil de sécurité a examiné cette question à sa 3283e séance, tenue le 29 septembre 1993, conformément à l'accord conclu lors de ses consultations préalables; le Conseil était saisi du rapport du Secrétaire général sur la sécurité des opérations des Nations Unies (S/26358).

Le Président a appelé l'attention sur le texte d'un projet de résolution (S/26499) qui avait été élaboré lors de consultations préalables du Conseil.

Le Conseil de sécurité a alors procédé au vote sur le projet de résolution S/26499 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 868 (1993).

La résolution 868 (1993) est ainsi libellée :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant la déclaration faite le 31 mars 1993 (S/25493) par le Président du Conseil, au nom du Conseil, dans le cadre de l'examen par celui-ci du point intitulé "Agenda pour la paix : diplomatie préventive, rétablissement de la paix et maintien de la paix",

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général en date du 27 août 1993 sur la sécurité des opérations des Nations Unies (S/26358),

Rappelant les dispositions de la Charte relatives aux privilèges et immunités ainsi que la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, en tant qu'elles s'appliquent aux opérations des Nations Unies et aux personnes y participant,

Constatant avec une vive inquiétude la multiplication des attaques et l'usage croissant de la force contre des personnes participant à des opérations des Nations Unies et condamnant résolument ces actions,

Se félicitant des initiatives prises dans le cadre de l'Assemblée générale en faveur de l'élaboration de nouveaux instruments sur la sécurité des forces et du personnel des Nations Unies et prenant acte des propositions du Secrétaire général à ce sujet,

1. Accueille favorablement le rapport du Secrétaire général en date du 27 août 1993 sur la sécurité des opérations des Nations Unies (S/26358);

2. Encourage le Secrétaire général à donner suite à celles des mesures proposées dans son rapport qui relèvent de sa compétence, en vue notamment de garantir que l'aspect sécurité sera pris en compte dans la planification de toute opération et que les mesures de précaution qui seraient envisagées à ce titre s'appliqueront à toutes les personnes participant à l'opération;

3. Exhorte les Etats et les parties à un conflit à collaborer étroitement avec l'Organisation des Nations Unies pour garantir la sécurité de ses forces et de son personnel;

4. Confirme que les attaques et l'usage de la force contre des personnes participant à une opération des Nations Unies autorisée par le Conseil de sécurité seront considérés comme une ingérence dans l'exercice des responsabilités du Conseil et pourront amener le Conseil à envisager les mesures qu'il jugera appropriées;

5. Confirme également que si, à son avis, le pays d'accueil n'a pas la possibilité ou la volonté de s'acquitter de ses obligations relatives à la sécurité d'une opération des Nations Unies et du personnel participant à l'opération, il examinera les mesures qu'il y aurait lieu de prendre eu égard à la situation;

6. Décide que, lorsqu'il envisagera la création de futures opérations des Nations Unies autorisées par lui, il exigera notamment :

a) Que le pays d'accueil prenne toutes les mesures voulues pour garantir la sécurité de l'opération et du personnel qui y participe;

b) Que les dispositions en matière de sécurité prises par le pays d'accueil s'appliquent à toutes les personnes participant à l'opération;

c) Qu'un accord sur le statut de l'opération et de tout le personnel qui y participe dans le pays d'accueil soit négocié avec diligence et entre en vigueur aussitôt que possible après le début de l'opération;

7. Prie le Secrétaire général, lorsqu'il recommande au Conseil de créer ou de prolonger une opération des Nations Unies, de tenir compte des dispositions de la présente résolution;

8. Décide de rester saisi de la question.

Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) (voir S/23370/Add.14, S/23370/Add.40, S/25070/Add.7 et S/25070/Add.13; voir aussi S/22110/Add.38, S/22110/Add.47, S/22110/Add.50, S/23370/Add.1, S/23370/Add.5, S/23370/Add.7, S/23370/Add.16, S/23370/Add.19, S/23370/Add.21, S/23370/Add.23, S/23370/Add.24, S/23370/Add.26, S/23370/Add.28, S/23370/Add.29, S/23370/Add.31, S/23370/Add.32, S/23370/Add.35, S/23370/Add.36, S/23370/Add.37, S/23370/Add.40, S/23370/Add.43, S/23370/Add.45, S/23370/Add.46, S/23370/Add.49, S/23370/Add.50, S/25070/Add.1, S/25070/Add.4, S/25070/Add.7, S/25070/Add.8, S/25070/Add.9, S/25070/Add.11, S/25070/Add.12, S/25070/Add.15, S/25070/Add.16, S/25070/Add.17, S/25070/Add.18, S/25070/Add.19, S/25070/Add.22, S/25070/Add.23, S/25070/Add.24, S/25070/Add.28, S/25070/Add.29, S/25070/Add.30, S/25070/Add.32, S/25070/Add.34 et S/25070/Add.37)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à ses 3284e et 3285e séances tenues respectivement les 30 septembre et 1er octobre 1993, conformément à l'accord auquel ses membres étaient parvenus lors de consultations préalables; le Conseil était saisi du nouveau rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 743 (1992) (S/26470 et Add.1).

A la 3284e séance, le 30 septembre 1993, le Président a appelé l'attention sur le texte d'un projet de résolution (S/26513) qui avait été établi au cours des consultations préalablement tenues par le Conseil.

Le Conseil a ensuite procédé au vote sur le projet de résolution S/26513 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 869 (1993).

La résolution 869 (1993) se lit comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant sa résolution 743 (1992) et toutes ses résolutions ultérieures relatives à la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU),

Réitérant sa détermination d'assurer la sécurité de la FORPRONU et sa liberté de mouvement dans toutes ses missions et agissant à cet effet en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies en ce qui concerne la FORPRONU en République de Croatie et en République de Bosnie-Herzégovine,

1. Décide de proroger le mandat de la FORPRONU pour une période supplémentaire prenant fin le 1er octobre 1993;

2. Décide de rester activement saisi de la question.

A la 3285e séance, le 1er octobre 1993, le Président a appelé l'attention sur le texte d'un projet de résolution (S/26525) établi au cours de consultations antérieures du Conseil.

Le Conseil a ensuite procédé au vote sur le projet de résolution S/26525 et l'a adopté à l'unanimité, en tant que résolution 870 (1993).

La résolution 870 (1993) se lit comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant sa résolution 743 (1992) et toutes ses résolutions ultérieures relatives à la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU),

Réitérant sa détermination d'assurer la sécurité de la FORPRONU et sa liberté de mouvement dans toutes ses missions et agissant à cet effet en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies en ce qui concerne la FORPRONU en République de Croatie et en République de Bosnie-Herzégovine,

1. Décide de proroger le mandat de la FORPRONU pour une période supplémentaire prenant fin le 5 octobre 1993;

2. Décide de rester activement saisi de la question.
